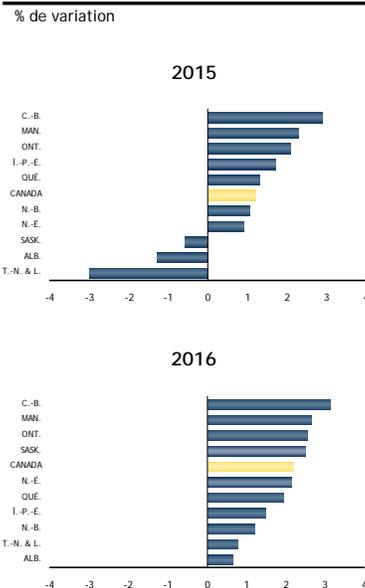


## Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Paul Ferley**  
 Économiste en chef adjoint  
 (416) 974-7231  
 paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**  
 Économiste principal  
 (416) 974-6192  
 robert.hogue@rbc.com

**Laura Cooper**  
 Économiste  
 416-974-8593  
 laura.cooper@rbc.com

**Gerard Walsh**  
 Économiste  
 416-974-6525  
 gerard.walsh@rbc.com

## Le choc pétrolier continue de se faire sentir

- Les perspectives économiques des provinces productrices de pétrole et des provinces consommatrices de pétrole demeurent distinctes. Le plongeon des cours pétroliers depuis le milieu de 2014 assombrit grandement les perspectives de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Alberta et de la Saskatchewan, alors qu'il offre un certain potentiel de croissance aux provinces consommatrices de pétrole.
- Dans ce numéro de *Perspectives provinciales*, nous réduisons à nouveau nos prévisions de croissance pour les trois provinces productrices de pétrole en 2015, conformément à la révision à la baisse des hypothèses de RBC pour les prix pétroliers (maintenant de 50,50 \$ US le baril de WTI en 2015 et 57 \$ US en 2016, par rapport à des cibles précédentes de 54 \$ US et 74 \$ US, respectivement, dans le numéro de juin de notre rapport), même si d'autres facteurs (p. ex., la sécheresse en Alberta et en Saskatchewan, des problèmes d'exploitation dans des installations de production de pétrole en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador) ont aussi joué un rôle. Nous prévoyons une contraction dans ces trois provinces en 2015 : de 3,0 % à Terre-Neuve-et-Labrador, de 1,3 % en Alberta et de 0,6 % en Saskatchewan.
- Malheureusement, les gains attendus dans les provinces consommatrices de pétrole et susceptibles de compenser ces reculs tardent à se matérialiser à un rythme satisfaisant. Plusieurs facteurs temporaires ont conspiré à retarder l'envolée de la croissance dans des provinces comme l'Ontario, le Québec et le Manitoba dans la première moitié de 2015. Par conséquent, nous avons aussi réduit nos prévisions de croissance pour la majorité des provinces consommatrices de pétrole en 2015, même si elles continueront toutes de croître, selon nous.
- Notre perception de la Colombie-Britannique a peu changé, les données dans la province restant jusqu'à présent essentiellement sur la même voie. Nous nous attendons à ce qu'elle domine toutes les autres provinces au chapitre de la croissance du PIB réel en 2015, avec un taux de 2,9 %.
- Le Manitoba (dont le PIB réel devrait croître de 2,3 %) et l'Ontario (2,1 %) arrivent deuxième et troisième dans notre classement de la croissance par province en 2015 ; ils devraient tous deux bénéficier de plus en plus d'une amélioration de la demande américaine. L'Île-du-Prince-Édouard (1,7 %) et le Québec (1,3 %) sont les deux seules autres provinces dont la croissance devrait dépasser la moyenne nationale de 1,2 % cette année.
- Le Nouveau-Brunswick (1,0 %) et la Nouvelle-Écosse (0,9 %) restent confrontés à des difficultés, dont une période d'arrêt inattendue dans un champ de gaz naturel extracôtier, qui les maintiendront un peu sous la moyenne nationale.
- Les perspectives pour 2016 augurent d'une amélioration généralisée, bien que modeste, dans les provinces : les provinces consommatrices de pétrole accéléreront le pas, selon nous, alors que les provinces productrices renoueleront avec la croissance.

## Les provinces productrices de pétrole subissent d'intenses pressions...

Les données économiques parues jusqu'à maintenant cette année ont confirmé que la chute des prix pétroliers à l'échelle mondiale nuit considérablement aux provinces productrices d'or noir du Canada. Le signe de tension le plus manifeste a été l'effondrement des investissements liés à l'énergie, qui, à son tour, a pesé sur les activités économiques connexes (fabrication, services professionnels), les dépenses de consommation (certains biens à prix élevé, comme les véhicules automobiles et les ventes de maison) et les revenus d'État dans ces provinces. Comme si ce n'était pas suffisant, l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador ont été victimes de malchance ; d'immenses feux de forêt, des conditions de sécheresse et des problèmes d'exploitation dans des installations pétrolières leur ont asséné des coups additionnels. Les nouvelles hypothèses de RBC pour les prix du pétrole (revues en baisse à 50,50 \$ US le baril de WTI en 2015 et 57 \$ US en 2016, par rapport à 54 \$ US et 74 \$ US, respectivement, en juin) signifient aussi qu'il est peu probable que les conditions difficiles dans le secteur de l'énergie se redressent aussi rapidement ou aussi fortement que nous l'avions prévu. Pour toutes ces raisons, nous avons abaissé nos prévisions relatives au PIB réel pour ces trois provinces.

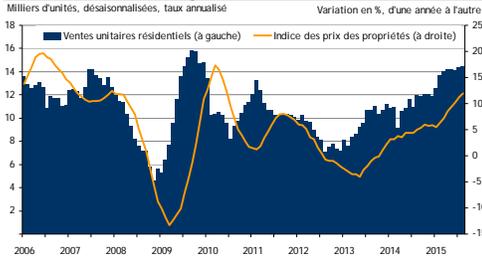
## ...et les gains compensatoires dans d'autres provinces sont inférieurs à nos prévisions

Nous avons aussi réduit nos prévisions de croissance pour la plupart des provinces consommatrices de pétrole, car la reprise attendue des exportations et des dépenses en immobilisations non liées à l'énergie a été retardée. Bien que supérieures à l'an dernier, les exportations des provinces comme l'Ontario et le Québec ont ralenti en début d'année ; des conditions climatiques particulièrement mauvaises et des grèves portuaires dans l'ouest des États-Unis, de même que le réoutillage d'usines de montage d'automobiles en Ontario, ont provoqué des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement. La réaction des entreprises canadiennes pour accroître leur capacité ou investir dans de l'équipement neuf, même dans les secteurs autres que l'énergie, n'est pas aussi rapide que nous l'avions prévu. Le sondage de Statistique Canada sur les projets de dépenses d'investissement réalisé plus tôt cette année a brossé un portrait contrasté et décevant pour les provinces consommatrices d'énergie, puisqu'on n'y trouve pas l'essor généralisé requis pour compenser de façon notable l'effondrement des investissements en immobilisations dans les provinces productrices de pétrole.

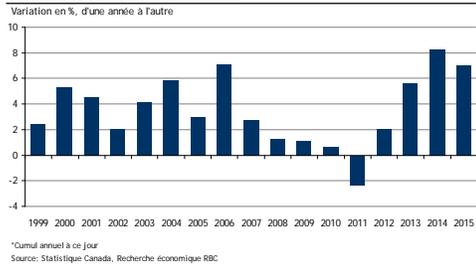
## L'importance des sources de croissance externes continue de croître

Malgré les obstacles plus importants que prévu rencontrés cette année, nous prévoyons toujours que la croissance des provinces consommatrices de pétrole fera plus que contrebalancer le recul du PIB réel à Terre-Neuve-et-Labrador, en Alberta et en Saskatchewan. À l'avenir, nous croyons que l'importance des sources de croissance externes s'amplifiera dans des provinces comme l'Ontario, le Manitoba, le Québec et la Colombie-Britannique, du fait de la vigueur de l'économie américaine et de la dépréciation du dollar canadien.

## Vancouver : Marché du logement



## Colombie-Britannique : Recettes des établissements de services de restauration et débits de boissons



## Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	2,4	1,9	2,9	2,9	3,1
PIB nominal	2,3	3,2	4,7	4,3	4,9
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,0	1,4
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	5,9	5,6
Ventes au détail	1,9	2,4	5,6	7,0	4,5
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	33 000	31 000
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9

Laura Cooper  
Économiste

## Propulsée par des consommateurs survoltés

D'après les indicateurs économiques, la Colombie-Britannique se maintiendra au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2015, grâce à l'optimisme des consommateurs qui continuent de profiter de la hausse des prix des propriétés, de la faiblesse des prix du carburant et des conditions favorables du crédit. La robustesse de la demande américaine et le repli du dollar canadien renforcent davantage l'expansion économique dans la province, même si le recul des perspectives de croissance en Asie atténue le dynamisme des secteurs axés sur l'exportation. Nous nous attendons à ce que l'activité économique réelle progresse à un rythme de 2,9 % en 2015 et qu'elle augmente quelque peu, à 3,1 %, en 2016.

## L'essor immobilier se poursuit sans relâche...

Les taux d'intérêt à la baisse se font sentir sur le marché du logement en Colombie-Britannique, stimulant particulièrement la revente à Vancouver, un marché déjà en effervescence. Les vendeurs restent favorisés dans un marché où l'offre est limitée, et les prix des maisons ont ainsi inscrit en août leur hausse annuelle la plus forte depuis 2010. Dans ce contexte, les propriétaires ont entrepris plus de travaux de rénovation et la construction de maisons neuves s'est accélérée, et peu de signes augurent d'un essoufflement de l'essor immobilier compte tenu des conditions actuelles du crédit.

## ...tandis qu'une fièvre des dépenses s'empare des ménages...

La frénésie des dépenses qui s'est emparée des ménages ne semble pas vouloir s'apaiser, les ventes au détail ayant inscrit un solide bond de 7,6 % par rapport aux niveaux de l'an dernier. Le raffermissement de l'activité résidentielle et le temps chaud inhabituel en début d'année ont nul doute stimulé la demande de biens liés au logement ; les ventes dans les magasins de meubles ont monté en flèche et celles de matériaux de construction et de matériel de jardinage ont bondi de près de 30 %. La satisfaction engendrée par la hausse de la richesse des ménages s'est répercutée sur le secteur des services, les dépenses dans les restaurants et les bars ayant continué de grimper à un rythme de 7 % au premier semestre après avoir affiché un gain de 8,2 % en 2014, le plus élevé depuis le début des relevés en 1999. La faiblesse du dollar canadien et des événements sportifs comme la coupe du monde de la FIFA ont également contribué à stimuler les ventes dans la province cette année en dopant le secteur du tourisme.

## ...malgré des données inégales sur l'emploi...

La demande intérieure est restée ferme en dépit d'un ralentissement de l'emploi dans la province jusqu'à maintenant cette année. Les embauches dans le secteur privé ont fléchi au cours des huit premiers mois de l'année. Cependant, le marché du travail devrait quand même s'accélérer en 2015, puisque les embauches liées aux soins de santé et aux services sociaux aident à maintenir l'emploi au-dessus des niveaux de l'an dernier. Ces gains n'ont toutefois pas suffi à faire baisser le taux de chômage. La hausse de la population active a surpassé la progression de l'emploi depuis le début de l'année, même si la croissance de la population perd un peu de vigueur. L'augmentation nette du nombre d'immigrants provenant de l'étranger a baissé à son niveau le plus bas depuis le début des relevés en 1991, du fait surtout d'un recul marqué du nombre de résidents non permanents s'établissant dans la province.

## ...et les répercussions des faibles prix des marchandises sur les exportations

La vigueur impressionnante des exportations nominales de bois d'œuvre vers les États-Unis aide à maintenir les exportations de marchandises légèrement au-dessus des niveaux de l'an dernier. L'anémie des prix et le repli de la demande des marchés asiatiques pour des produits comme le cuivre et le charbon ont engendré une stagnation de la valeur des livraisons vers l'étranger et la fermeture temporaire de mines produisant du charbon pour le secteur sidérurgique dans la province cet été. Un point fort demeure toutefois le port du Grand Vancouver, où l'activité a progressé dans la première moitié de l'année par rapport à l'an dernier.

## Le contexte économique difficile n'offre pas de répit

Un nouveau recul des prix du pétrole brut cet été aggrave les conditions déjà difficiles qui minent l'économie de l'Alberta et contribue à porter un coup encore plus dur et plus généralisé à la croissance économique que nous avons anticipé dans nos prévisions de juin. Comme une reprise durable des prix reste hors de portée, les perspectives d'une période de contraction relativement courte ont fléchi, le repli économique étant exacerbé par la sécheresse, des incendies de forêt et des perturbations dans la production de pétrole brut. Par conséquent, nous prévoyons maintenant une contraction de l'économie de 1,3 % en 2015, par rapport au repli de 1,0 % du PIB réel anticipé dans nos prévisions de juin. Une reprise modeste sur les marchés de l'énergie sous-tend notre prévision d'un retour à une croissance positive, bien que modeste, en 2016, avec une hausse du PIB réel de 0,6 %.

### La baisse des cours pétroliers pèse sur les perspectives du secteur de l'énergie...

Le léger rebond des prix du pétrole brut au début du printemps s'est révélé temporaire et un nouveau recul assombrit les perspectives à court terme des prix. Le ralentissement dans le secteur de l'énergie attribuable à une période prolongée de faibles prix a été aggravé par des conditions climatiques difficiles. Tandis que la province était aux prises avec une sécheresse qui atténuera sans doute la production agricole, de nombreux incendies de forêt ont entraîné la fermeture d'installations de production pétrolière à la fin du printemps. Bien que la production de pétrole brut ait continué de croître sur un an grâce à une plus forte production provenant des sables bitumineux, la fermeture prolongée du projet Syncrude attribuable à une explosion à la fin de l'été intensifie les pressions exercées sur le secteur de l'énergie, qui est durement touché.

### ...alors que l'emploi n'a pas encore été touché de plein fouet par la faiblesse de l'économie...

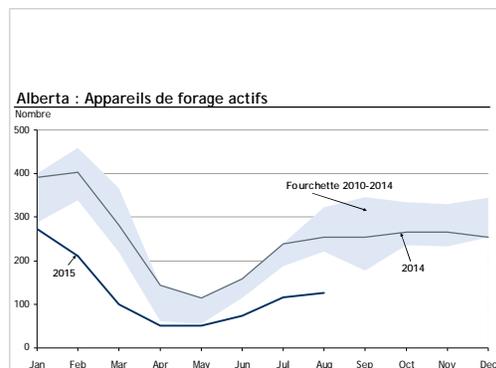
Contre toute attente, l'emploi tient le coup dans la province malgré des licenciements massifs dans le secteur de l'énergie depuis le début de l'année, car ces pertes d'emploi ont été compensées par une forte augmentation des embauches dans le secteur public, comme le signalait l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. En l'absence d'une remontée importante des prix pétroliers, nous nous attendons à ce que de nouvelles pressions à la baisse sur l'activité économique incitent les entreprises de la province à accélérer la réduction de leurs effectifs d'ici la fin de l'année. Les répercussions d'un marché de l'emploi incertain sur la demande intérieure se manifestent déjà ; la diminution des achats de véhicules automobiles exerce des pressions à la baisse sur les ventes au détail dans la province, qui sont bien en deçà des niveaux de l'an dernier.

### Le ralentissement de la demande intérieure freinera encore davantage l'activité

La détérioration des perspectives sur le marché du travail freine de plus en plus le flux de nouveaux arrivants dans la province, entraînant une décélération de l'accroissement de la population. La migration interprovinciale nette est inférieure aux niveaux enregistrés durant les trois dernières années, et le nombre d'immigrants provenant de l'étranger a fortement chuté au premier trimestre par rapport à la même période en 2014. En raison du fléchissement de la croissance démographique et de la baisse correspondante de la demande intérieure, le marché du logement albertain restera sans doute nerveux et le secteur de la construction domiciliaire devrait, à terme, ralentir dans la province.

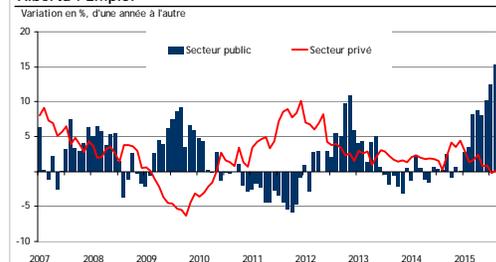
### Perspectives budgétaires attendues cet automne

Les effets délétères du ralentissement provoqué par le secteur de l'énergie étaient évidents dans le rapport du Conseil du Trésor et du ministère des Finances de l'Alberta pour le premier trimestre, publié à la fin août. À cette occasion, le gouvernement a prévu pour l'exercice 2015-2016 un déficit budgétaire de 5,9 milliards \$, le plus important jamais enregistré. Une mise à jour complète sur la situation et les perspectives budgétaires de la province est attendue dans le budget 2015 en octobre.



Source: CAODC, Recherche économique RBC

### Alberta : Emploi



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

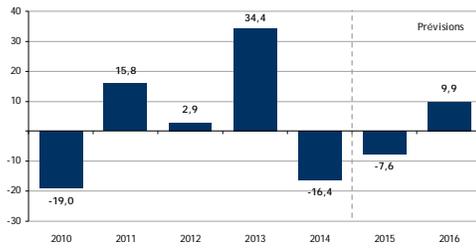
### Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	4,5	3,8	4,4	-1,3	0,6
PIB nominal	5,6	7,1	8,1	-8,0	5,5
Emploi	3,5	2,5	2,2	1,0	0,1
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	5,9	6,1
Ventes au détail	7,0	6,9	7,5	-2,5	2,5
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	37 600	30 500
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,0	1,8

Laura Cooper  
Économiste

## Saskatchewan : PIB de l'industrie agricole

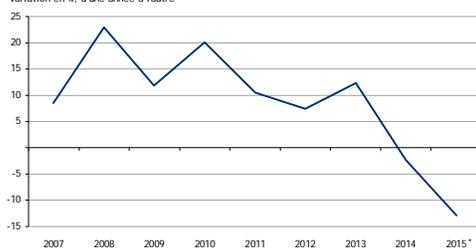
Variation en %, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Saskatchewan : Dépenses en immobilisations

Variation en %, d'une année à l'autre

\*Intentions  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,1	5,0	1,4	-0,6	2,5
PIB nominal	5,7	5,5	0,1	-3,3	6,6
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,3	1,1
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	4,8	4,9
Ventes au détail	7,4	5,1	4,6	-1,7	3,2
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 400	6 500
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,8	2,4

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

## La sécheresse nuit à la croissance

Nous avons abaissé nos prévisions relatives à la croissance de la Saskatchewan en 2015 à un recul de 0,6 %, ce qui constitue un changement important par rapport à la hausse de 1,6 % que nous tenions pour acquis dans le numéro de juin de *Perspectives provinciales*. Cette diminution reflète en partie le niveau plus faible que prévu des dépenses en immobilisations dans la province cette année. Cependant, elle découle encore plus des effets de la sécheresse dans une grande partie des régions agricoles de la province. Nos prévisions pour 2016 tiennent compte d'un retour à la normale des conditions météorologiques et d'un rebond correspondant de la production agricole. En conséquence, notre prévision de croissance pour l'an prochain a été revue en hausse à 2,5 %, alors qu'on l'estimait à 1,9 % en juin. Le rebond est atténué par des déclinés continus, bien que de moins en moins importants, dans le secteur de l'énergie.

## Après un recul en 2015, les récoltes devraient rebondir en 2016

L'activité économique en Saskatchewan a toujours été tributaire des variations de trois grands intrants : l'agriculture, l'énergie et la potasse. La baisse des prix pétroliers devrait peser sur le secteur énergétique cette année et l'année prochaine, mais notre prévision de juin s'appuyait aussi sur une croissance soutenue dans les deux autres secteurs. Nos prévisions d'une production agricole accrue reposaient largement sur l'hypothèse de conditions climatiques majoritairement normales pendant la période de végétation. Toutefois, le temps s'est révélé plus sec qu'à l'habitude pendant la croissance des cultures, en particulier dans l'ouest de la province. Les données sur la production agricole publiées par Statistique Canada en août ont confirmé une incidence négative, une baisse de 14 % de la production des trois principales cultures dans la province étant prévue par rapport à l'an dernier. Des précipitations ont fini par être enregistrées à la fin de la période de végétation de 2015, après le décompte de Statistique Canada, mais nous nous attendons quand même à un recul de 10 % de la production agricole en 2015. Pour 2016, nous présumons un retour à des conditions météorologiques plus normales, ce qui devrait plus qu'effacer le déclin et entraîner une hausse de la production agricole de 12 %.

## Recul attendu des investissements des entreprises

La révision à la baisse de notre prévision de croissance pour la Saskatchewan cette année découlait aussi des signes de dépenses en immobilisations inférieures aux attentes dans la province. Le sondage de Statistique Canada sur les projets de dépenses en immobilisations a révélé que les secteurs privé et public prévoient des réductions de dépenses de 13 % dans la province, après une diminution de 2 % en 2014 (bien que des hausses dans les deux chiffres aient été enregistrées au cours des deux années précédentes). Cette faiblesse reflète en grande partie l'effondrement des dépenses de 33 % dans le secteur de l'énergie. L'activité minière non liée à l'énergie n'offre aucune compensation puisqu'elle a également fléchi, mais dans une moindre mesure. Comme nous ne prévoyons qu'une hausse modeste des cours pétroliers en 2016, la baisse des dépenses d'investissement se poursuivra sans doute en 2016, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2015.

## La production de potasse continue de croître

La production de potasse s'est révélée un élément positif en 2015, les données pour la première moitié de l'année dénotant une croissance continue. Même si la production a ralenti après avoir crû à un rythme dans les deux chiffres au début de l'année, la hausse annuelle totale devrait quand même égaler le gain de 6 % enregistré en 2014. On s'attend à ce qu'un raffermissement de la demande américaine permette à ce rythme de progression de se maintenir en 2016. Grâce à la croissance soutenue de la demande de potasse, les investissements dans plusieurs projets ont augmenté dans la province au cours des dernières années. Cependant, l'achèvement sous peu de certains des projets les plus importants contribue au repli des investissements liés à l'activité minière hors du secteur de l'énergie révélé dans le sondage sur les dépenses en immobilisations.

## Une croissance supérieure à la moyenne est toujours prévue malgré une révision à la baisse

Notre prévision relative à la croissance du Manitoba en 2015 a été abaissée à 2,3 % par rapport au taux de 2,8 % prévu en juin, et le taux de croissance pour 2016 a été légèrement réduit, passant de 2,8 % à 2,7 %. En dépit de ces révisions baissières, il demeure que la croissance de la province surpassera la moyenne nationale cette année et la suivante. Cette prévision concorde avec un rebond impressionnant d'environ 2 % de la croissance de l'emploi dans la province depuis le début de l'année après une progression relativement faible en 2014. Au pays, la croissance de l'emploi depuis le début de 2015 est légèrement en deçà de 1 %.

### Le secteur manufacturier devrait se raffermir

La révision à la baisse apportée à notre prévision de croissance de l'économie provinciale en 2015 est attribuable en grande partie à des indications d'une atonie persistante de l'activité manufacturière au deuxième trimestre de 2015. La faiblesse au deuxième et au premier trimestres a été plus particulièrement manifeste dans les segments de la machinerie et des métaux usinés, qui ont plus que neutralisé la grande vigueur des exportations de matériel de transport et de meubles. Ces zones d'inertie peuvent s'expliquer en partie par les effets du repli du secteur énergétique dans les provinces voisines de la Saskatchewan et de l'Alberta. Des indications récentes d'une expansion des exportations dans la province et ailleurs au pays donnent à penser que cette faiblesse sera compensée à l'avenir. La hausse de la demande extérieure avantagera encore plus le secteur manufacturier du Manitoba, selon nous, contribuant ainsi à compenser la demande réduite des secteurs liés à l'énergie. Notre prévision suppose que le secteur manufacturier finira par croître à un taux de 2 % en 2015, bien que ce chiffre soit inférieur au gain de 4 % que nous avons prévu en juin. Grâce à la persistance de ces facteurs favorables, la croissance du secteur manufacturier devrait encore se raffermir et atteindre 4 % en 2016, un chiffre toutefois également inférieur au taux de 5,5 % que nous avons prévu auparavant.

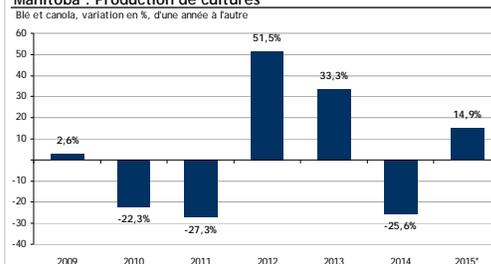
### Hausse de la production agricole

Le rythme décevant de l'activité manufacturière jusqu'à maintenant cette année est atténué par des signes d'une vigueur accrue dans le secteur agricole. Même si une sécheresse a sévi dans d'autres régions des Prairies, le Manitoba a bénéficié de niveaux de précipitations plus normaux. Cela a été confirmé par les estimations initiales des récoltes fournies par Statistique Canada en août, qui laissent entrevoir une hausse de 15 % de la production totale des deux principales cultures de la province, le blé et le canola. Ce gain fait suite à un recul de 26 % en 2014, qui reflétait en grande partie un retour à des rendements plus normaux après des récoltes exceptionnelles en 2013. Présument que les conditions de culture favorables persisteront en 2016, nous nous attendons à ce que la croissance se poursuive, bien qu'à un rythme beaucoup plus modéré que cette année. Le secteur agricole dans son ensemble devrait progresser de 5,5 % cette année, puis ralentir à moins de 2 % en 2016.

### Hausse prévue des dépenses en immobilisations

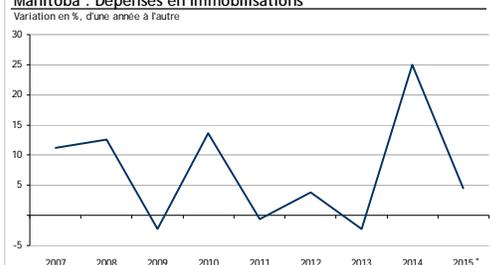
La prévision de croissance pour 2015 s'appuie également sur le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, qui laisse entrevoir une hausse de 5 % des dépenses en immobilisations dans la province cette année. Même s'il s'agit d'un recul par rapport à la hausse de 25 % l'an dernier, ce gain contraste avec le repli de l'activité dans l'ensemble du pays, attribuable aux compressions dans le secteur de l'énergie. Bien que les ventes manufacturières aient déçu depuis le début de l'année, le secteur compte accroître ses dépenses d'investissement de 6 % en 2015, en sus du gain colossal de 36 % enregistré en 2014. Cela signifie que le secteur est convaincu qu'un accroissement de la demande finira par se manifester et que les entreprises se préparent à y répondre.

Manitoba : Production de cultures



\*Statistique Canada: Estimation en date de juillet 2015  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : Dépenses en immobilisations



\*Intentions  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,3	2,2	1,3	2,3	2,7
PIB nominal	6,0	3,7	2,9	3,6	4,3
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,5	1,0
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,6	5,3
Ventes au détail	1,3	3,9	4,3	1,3	4,3
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	5 600	6 300
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,3	2,1

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

## Canada : Production de voitures et de camions

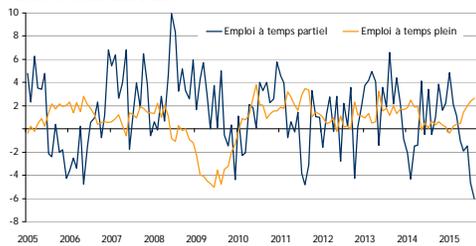
Millions d'unités, désaisonnalisées, taux annualisé



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Ontario : Emploi

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,7	1,3	2,4	2,1	2,5
PIB nominal	3,2	2,4	4,3	3,7	3,9
Emploi	0,7	1,8	0,8	0,9	1,2
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,7	6,4
Ventes au détail	1,6	2,3	5,0	4,6	4,4
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	64 900	64 300
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,4	1,9

Robert Hogue  
Économiste principal

## Le décollage de la croissance est reporté, mais pas perdu

L'économie de l'Ontario n'a pas connu un décollage aussi net que nous l'avions espéré depuis le début de 2015. Bien entendu, il y a eu de nombreux signes positifs, comme la solidité des investissements résidentiels et des dépenses de consommation. Cependant, des conditions météorologiques déplorables aux États-Unis et des perturbations dans le secteur de l'automobile de la province — et dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord de façon plus générale — ont porté un coup à la production manufacturière provinciale et ont atténué les exportations de l'Ontario cet hiver et ce printemps. Les obstacles ponctuels à un décollage plus convaincant étant maintenant en grande partie derrière nous, nous prévoyons que l'économie de l'Ontario s'accéléra durant le reste de l'année. En fait, nous pensons que les prochaines données montreront que l'activité a déjà progressé cet été, grâce en partie à l'élan fourni par les Jeux panaméricains et parapanaméricains. Néanmoins, le niveau plus faible que prévu de l'activité au début de l'année et nos attentes quelque peu réduites pour le deuxième semestre nous ont incités à abaisser notre prévision de croissance du PIB réel à 2,1 % en 2015, par rapport à 2,8 % auparavant. À notre avis, ce rythme de progression plus rapide persistera jusqu'en 2016 et se traduira par une croissance du PIB réel de l'Ontario à un taux de 2,5 % l'an prochain, le niveau le plus élevé en cinq ans.

## Rebond de la production automobile

Des indications ont commencé à montrer que le ralentissement inattendu de la production manufacturière sera temporaire. La production de véhicules automobiles — entravée plus tôt cette année par une interruption à des fins de réoutillage dans deux usines de montage de la province — a rebondi en juin et, surtout, en juillet (alors que le nombre d'unités a connu une forte augmentation de 7,1 % par rapport à l'an dernier). Cette hausse confirme notre opinion selon laquelle le secteur a devancé la période de réoutillage cette année (qui est habituellement du milieu à la fin de l'été) et qu'il rattrapera son retard au cours des prochains mois. Comme les ventes de véhicules automobiles nord-américains conservent une ferme trajectoire haussière (ayant atteint un sommet de 10 ans au deuxième trimestre de l'année), nous nous attendons à ce que le secteur de l'automobile ontarien soit très occupé dans les prochains mois.

## Une forte hausse de l'emploi à temps plein...

Les gains récents du marché du travail sont un autre signe du raffermissement de l'économie provinciale. Après un début d'année décevant, puisque seuls 3 000 emplois ont été créés de janvier à avril, il y a eu un nombre net de 54 000 nouveaux emplois d'avril à août. Mais plus important encore est le fait que le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 94 000 (1,7 %) au cours de la période de quatre mois terminée en août (le nombre d'emplois à temps partiel a fléchi de 40 000 pendant cette période), ce qui est plus du double du gain de 42 000 emplois à temps plein enregistré dans les quatre premiers mois de 2015. En Ontario, l'emploi à temps plein est en voie d'inscrire sa progression la plus forte depuis 2002.

## ...qui encourage les ménages à continuer de dépenser

L'amélioration des perspectives d'emploi à temps plein est nul doute l'un des facteurs qui alimentent le rythme soutenu des dépenses de consommation dans la province à cette étape-ci. En particulier, les ménages ontariens continuent de se montrer très motivés à acheter de nouveaux véhicules et des propriétés résidentielles. Les ventes de nouveaux véhicules automobiles en Ontario — qui ont dépassé de 5,2 % les niveaux de l'an dernier dans la première moitié de l'année — devraient surpasser leur sommet historique (733 000 unités) atteint pas plus tard que l'an dernier. Les reventes de maisons ont grimpé à des niveaux quasi records ce printemps et cet été, une vigueur qui est également visible sur le marché des maisons neuves. En dépit d'une forte hausse des achèvements au début de l'année, les mises en chantier ont bondi de 9,3 % durant les huit premiers mois de l'année par rapport à l'an dernier. Nous estimons que les mises en chantier grimperont à 64 900 unités en 2015, soit plus haut que jamais en trois ans.

## Un petit détour sur la voie d'une croissance accrue

L'économie du Québec a emprunté un regrettable détour sur la voie d'une croissance accrue ce printemps, l'activité ayant fléchi dans plusieurs secteurs industriels clés. L'évolution dans les secteurs de la fabrication, de la construction et des services publics, en particulier, a déçu et pesé sur la performance économique globale de la province après des signes de vigueur encourageants observés en début d'année. Même si nous croyons que le ralentissement sera de courte durée et que la situation reviendra à la normale d'ici la fin de l'année, les récents événements ont assombri les perspectives pour l'ensemble de 2015. Par conséquent, nous avons réduit nos prévisions de croissance du PIB en 2015 à 1,3 %, alors qu'elles s'établissaient à 1,8 % dans le numéro de juin de *Perspectives provinciales*. Nous restons néanmoins d'avis que le dynamisme s'intensifiera à l'avenir, soutenu par une économie américaine plus robuste, une dépréciation du dollar canadien et de faibles taux d'intérêt. Nous prévoyons une accélération du PIB réel à 1,9 % en 2016.

### Le ralentissement ce printemps...

L'économie québécoise a connu un parcours chaotique jusqu'à maintenant cette année. L'année a raisonnablement bien commencé, car même si les résultats sectoriels sont restés inégaux, les indicateurs ont fait état d'un regain de dynamisme ; selon les données publiées par l'*Institut de la statistique du Québec (ISQ)*, la croissance du PIB réel s'est accélérée à un rythme (annualisé) de 1,6 % au premier trimestre, par rapport à un taux moyen de 1,3 % dans la deuxième moitié de 2014. En fait, il a été très encourageant de voir une accélération dans la province alors qu'un repli de 0,8 % était enregistré au niveau national. Malheureusement, les indicateurs signalent un essoufflement de l'activité générale dans la province ce printemps. Des reculs ont été enregistrés dans le secteur manufacturier (y compris dans les produits alimentaires) et les services publics (bien que cela soit en partie le contrecoup d'une forte hausse de la production d'électricité cet hiver), et la faiblesse du secteur de la construction s'est poursuivie (en particulier dans le segment non résidentiel). Un léger regain de vie dans le secteur des services a quelque peu compensé le tout, mais les gains dans ce secteur ont été minces, dans le meilleur des cas.

### ...est probablement derrière nous alors que des signes augurent d'une amélioration

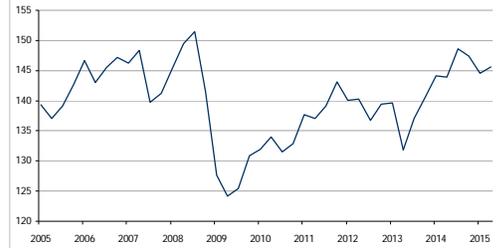
D'après nous, le détour emprunté par l'économie du Québec ce printemps sera bref. La demande plus forte qui vise les exportations de la province, et qui est attribuable à la vigueur de l'économie américaine et à la valeur déprimée du dollar canadien, devrait stimuler l'activité manufacturière et d'autres secteurs tributaires des exportations comme le tourisme. Il importe de noter qu'en dépit d'un léger ralentissement ce printemps dans la province, les exportations réelles de marchandises ont progressé de 6,6 % d'une année sur l'autre durant les six premiers mois de 2015, témoignant donc encore d'un apport positif à l'économie. Même si la construction non domiciliaire est susceptible de stagner un peu plus longtemps, nous nous attendons à ce que la construction de logements se redresse au cours de la prochaine période. Les mises en chantier mensuelles ont rebondi assez fermement depuis mai (après avoir atteint les niveaux les plus bas en 14 ans au cours de l'hiver) et le nouveau dynamisme du marché de la revente devrait continuer de stimuler la demande de nouvelles unités d'habitation à court terme.

### La croissance modeste de l'emploi se maintiendra

En raison d'un retour à une tendance haussière généralisée dans l'économie au deuxième semestre, nous nous attendons à voir des gains d'emploi soutenus, bien que modestes, dans la province. L'emploi devrait selon nous augmenter de 1,0 % en 2015 et de 0,8 % en 2016, ce qui représenterait une amélioration estimable par rapport à une absence totale de croissance de l'emploi en 2014.

Québec : Ventes des fabricants

Milliards de dollars, désaisonnalisés, taux annualisé



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec : Revente d'habitations

En milliers, chiffres désaisonnalisés et taux annualisé



Source: ACI, Recherche économique RBC

### Québec - prévisions en bref

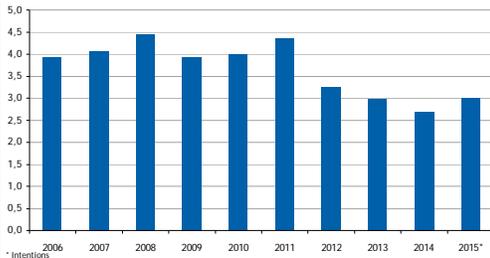
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,5	1,0	1,4	1,3	1,9
PIB nominal	3,4	1,5	3,0	2,9	3,4
Emploi	0,8	1,4	0,0	1,0	0,8
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,6	7,4
Ventes au détail	1,2	2,5	1,7	1,6	3,9
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	35 300	35 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,4	2,0

Robert Hogue  
Économiste principal

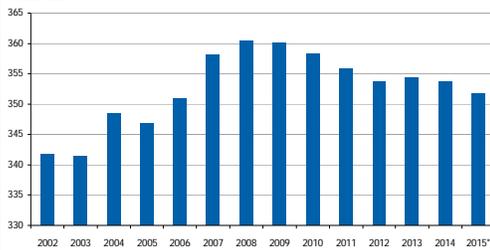
## Nouveau-Brunswick : Dépenses en immobilisations

Annuel, milliards de \$

\* Intentions  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick : Emploi

Annuel, 000s

\* Moyenne de janvier à août  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,4	-0,5	0,2	1,0	1,2
PIB nominal	1,1	0,5	1,5	2,6	2,8
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	-0,5	0,4
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	10,1	9,8
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,8	2,1	2,7
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	2 000	2 000
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,7	2,1

Gerard Walsh  
Économiste

## La croissance restera lente cette année

Les indicateurs économiques demeurent généralement faibles au Nouveau-Brunswick depuis le début de 2015, mais ils devraient s'améliorer quelque peu d'ici la fin de l'année. La situation du logement et de l'emploi est encore difficile et malgré la dépréciation du dollar canadien, les exportations devraient fléchir du fait de la fermeture partielle de la raffinerie pétrolière de Saint John pour des travaux d'entretien et de modernisation. Même si les dépenses d'investissement des secteurs public et privé offriront un certain contrepond positif cette année, le contexte budgétaire difficile limitera l'apport du secteur public à la croissance au cours des prochaines années. Après quatre années sans véritable croissance, le PIB réel du Nouveau-Brunswick progressera selon nous de 1,0 % en 2015, avant de s'accélérer légèrement à 1,2 % en 2016 à la suite d'une reprise des exportations.

## L'activité résidentielle reste atone alors que les dépenses en immobilisations augmentent

Le recul des dépenses en immobilisations a freiné l'économie du Nouveau-Brunswick ces dernières années, mais cette faiblesse disparaîtra heureusement en partie en 2015. Bien que les investissements non résidentiels aient trébuché au premier semestre, on s'attend à ce qu'ils se redressent à la faveur d'une hausse des dépenses du gouvernement relatives à la construction de routes et de ponts et à une amélioration de l'efficacité énergétique d'édifices publics. Des projets dans le secteur privé contribueront aussi à la croissance des investissements, notamment les travaux d'entretien et de modernisation de la raffinerie pétrolière de Saint John d'une valeur de 200 millions de dollars qui entraîneront la fermeture partielle de l'usine de la mi-septembre à la mi-novembre. Dans l'ensemble, les dépenses en immobilisations devraient croître de 12 % à l'échelle de la province, aidant à compenser la faiblesse persistante de l'activité résidentielle. Depuis le début de l'année, les mises en chantier totales ont chuté de 28 % par rapport à la même période l'an dernier, et les réalités démographiques futures continueront de prévenir un rebond important.

## La reprise des exportations a été reportée, mais les indicateurs sont de plus en plus positifs

Le Nouveau-Brunswick devra encore attendre avant d'enregistrer une reprise de ses exportations, car en raison des réparations et améliorations annoncées à la raffinerie de Saint John, les exportations provinciales fléchiront cette année encore. Les produits pétroliers raffinés représentent près des deux tiers des exportations nominales de marchandises du Nouveau-Brunswick, et dans le cadre du processus de réparation d'une durée de deux mois, la production de l'usine sera réduite de moitié. En revanche, la croissance rapide des exportations de bois, de produits alimentaires et de produits minéraux exerce un certain contrepond. Dans le secteur minier, les exportations de potasse ont bondi de 11 % à ce jour depuis le début de l'année en raison d'une production accrue à la mine Picadilly. La mine Caribou mise en service récemment apporte une diversification au secteur minier de la province grâce à sa production de zinc, de plomb, d'argent, de cuivre et d'or.

## Des pertes d'emploi encore cette année

Au Nouveau-Brunswick, l'emploi a subi un recul constant depuis la récession et il en sera de même en 2015. Sous l'influence notamment des industries productrices de biens, l'emploi dans le secteur privé a fléchi jusqu'à maintenant cette année et les compensations provenant du secteur public ne pourront empêcher une autre année de pertes. Le secteur manufacturier s'est distingué en affichant une hausse de l'emploi de près de 10 % depuis le début de l'année par rapport à l'an dernier, et la faiblesse du dollar canadien aidera à y soutenir l'emploi alors que les exportations progressent. Du côté de la construction, les pertes d'emploi jusqu'à maintenant cette année seront limitées par les travaux à la raffinerie de Saint John, lesquels devraient créer l'équivalent d'un gain annualisé de 800 emplois au quatrième trimestre de 2015.

## La construction navale débute alors que la production de gaz naturel s'atténue

L'économie de la Nouvelle-Écosse fait face à différents courants cette année, alors que le début des travaux liés à un important contrat de construction navale à Halifax et une reprise de l'activité dans le secteur de la construction s'opposent à une chute marquée de la production de gaz naturel. Nous prévoyons toutefois que l'incidence négative de nouveaux reculs de la production gazière sera plus faible l'an prochain, et que la progression des secteurs de la construction et de la fabrication appuiera la création d'emploi et propulsera la croissance économique au niveau le plus élevé en six ans en 2016. Après un gain estimatif de 1,8 % en 2014, nous nous attendons à ce que le PIB réel ralentisse à 0,9 % cette année avant d'accélérer à 2,1 % en 2016 sous l'influence d'une année complète d'activités de construction navale.

### La construction de navires commence enfin !

Septembre a marqué le début de la construction du premier des six navires extracôtiers qui patrouilleront dans l'Arctique et que le gouvernement fédéral a commandés dans le cadre de sa Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale de 33 milliards de dollars. La majeure partie du budget de 3,5 milliards de dollars consacré à cette étape du projet sera dépensée dans un certain nombre de secteurs industriels de la région de Halifax, dont ceux des services de conception et techniques, de la construction et de la fabrication d'acier. Le chantier naval compte maintenant plus de 800 emplois (un nombre qui pourrait grimper à un sommet de 1 000 emplois d'ici 2017). Outre le regain d'activité lié à la construction navale, le secteur manufacturier de la Nouvelle-Écosse devrait selon nous également bénéficier de gains dans d'autres secteurs. De fait, nous observons de fortes hausses dans les exportations de pneus cette année ainsi que des investissements accrus dans la fabrication de pièces d'aéronefs et de produits pharmaceutiques qui se traduiront, à notre avis, par une hausse de la production avant la fin de l'année.

### L'effondrement de la production de gaz naturel fait reculer les exportations

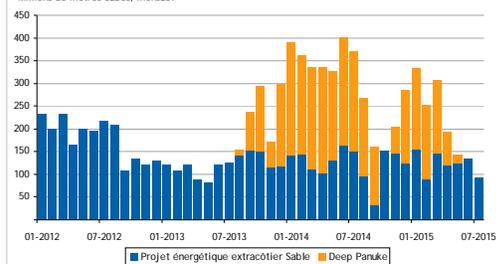
Après une augmentation spectaculaire en 2014 (attribuable à la première année complète d'exploitation du projet extracôtier Deep Panuke), la production de gaz naturel devrait fortement diminuer en 2015 et porter un coup à la croissance économique globale de la province. À cause de problèmes d'exploitation, les installations Deep Panuke ont été rétrogradées à une production saisonnière, ce qui entraînera un déclin important du gaz naturel qu'elles produiront cette année. En ce qui concerne le projet énergétique extracôtier de l'île de Sable, qui est plus âgé, la diminution de la production gazière liée à l'épuisement du gisement se poursuit alors que le projet se dirige vers une mise hors service dès 2017. La baisse de la production de gaz naturel mine aussi les exportations de la province, qui se sont repliées de 8 % en valeur nominale jusqu'à maintenant cette année malgré des gains dans des catégories d'exportation clés comme les produits alimentaires, le papier et les pneus.

### Le secteur de la construction se redresse après un hiver rigoureux

Même si le gouvernement provincial a revu en baisse ses projets de dépenses en immobilisations, les intentions d'investissement du secteur public sont en hausse cette année, propulsées par la réfection du tablier du pont Macdonald qui relie Halifax et Dartmouth et des investissements dans les infrastructures partout dans la province. Les investissements du secteur privé devraient croître également, alors que la construction liée au projet Maritime Link (une ligne de transport d'énergie entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador) atteint un sommet et que des projets de construction d'envergure se concrétisent à Halifax. Même si la construction résidentielle s'est redressée après avoir fortement chuté en raison des rigueurs de l'hiver, les indicateurs du marché du logement demeurent faibles, ce qui signale que le rebond de la construction de maisons enregistré ce printemps et cet été devrait être de courte durée. Le marché provincial de la revente de maisons reste bien approvisionné et cela se traduit par des prix essentiellement stagnants, même dans des marchés comme celui de Halifax. De fait, les reventes ont chuté à leur plus bas niveau en 17 ans au deuxième trimestre de 2015, et les stocks non absorbés d'unités d'habitation nouvellement achevées restent élevés en dépit de certains progrès récents.

Production extra côtière de gaz naturel de la Nouvelle-Écosse

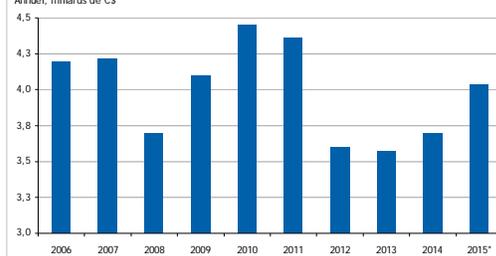
Millions de mètres cubes, mensuel



Source: Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse : Dépenses en immobilisations

Annuel, milliards de C\$



\* Intentions  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

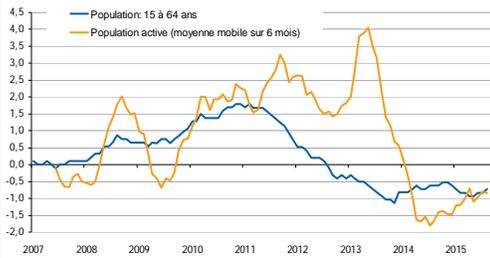
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,3	0,3	1,8	0,9	2,1
PIB nominal	-0,4	2,4	3,8	2,2	3,9
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	0,1	0,7
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,5	8,3
Ventes au détail	1,0	2,9	2,3	0,2	3,4
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	4 100	3 300
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,9	2,2

Gerard Walsh  
Économiste

## Île-du-Prince-Édouard : Population et population active

Variation en %, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Île-du-Prince-Édouard : Exportations de marchandises

Moyenne mobile sur 6 mois, variation en %, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,0	2,0	1,4	1,7	1,5
PIB nominal	1,9	5,0	3,2	3,5	3,0
Emploi	1,7	1,4	-0,1	-1,0	0,9
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,7	10,2
Ventes au détail	3,2	0,8	3,3	2,0	3,0
Mises en chantier (unités)	941	636	511	500	600
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,1	2,1

Gerard Walsh  
Économiste

## Robustesse des exportations, faiblesse de l'emploi

L'Île-du-Prince-Édouard devrait conserver un rythme de croissance modeste et régulier cette année, alors que les secteurs du tourisme et de l'exportation de marchandises profitent du repli du dollar et que l'activité reprend dans le secteur de la construction. Cependant, la croissance dans ces secteurs ne s'est pas encore répercutée sur le marché du travail et les gains d'emploi modestes à la fin de 2014 ont cédé le pas à des pertes depuis le début de l'année. Nous misons sur une hausse de la croissance du PIB réel à 1,7 % en 2015, avant un léger repli à 1,5 % en 2016.

## La réorientation des exportations reste le principal moteur de croissance

Après avoir grimpé de 19 % en 2014, les exportations de marchandises ont continué de croître depuis le début de 2015. Les exportations de produits alimentaires (la principale catégorie d'exportation de l'île) absorbent le ralentissement subi par les exportations de machinerie et de produits aérospatiaux jusqu'à maintenant en 2015, après une progression rapide depuis la récession. Cependant, un nouvel investissement de plusieurs millions de dollars dans le secteur de l'aérospatiale souligne des perspectives de croissance future. La dépréciation du dollar canadien, qui devrait stimuler les exportateurs jusqu'en 2016, appuie également le tourisme. Les arrivées de touristes ont baissé sous les moyennes saisonnières pendant l'hiver, mais des indicateurs avancés robustes pour la haute saison d'été laissent présager que le tourisme contribuera à la croissance insulaire cette année.

## La construction semble positive cette année

Les indicateurs du secteur de la construction sont inégaux depuis le début de l'année, mais une hausse prévue des dépenses en immobilisations dans le secteur public et une envolée des investissements résidentiels liés à la rénovation contribueront à une forte augmentation de la construction cette année. Bien que les perspectives à long terme des dépenses d'investissement publiques augurent d'un repli, les intentions d'investissement pour 2015 dénotent des hausses marquées dans l'enseignement et la fonction publique.

## Des pertes d'emploi à court terme...

Après un fléchissement de l'emploi en 2014, puis des signes d'un redressement de l'embauche au début de 2015, l'Île-du-Prince-Édouard devrait maintenant, selon nous, connaître sa pire année au chapitre des pertes d'emploi depuis 2009. Les emplois liés à l'enseignement et aux soins de santé sont parmi les principaux facteurs du recul cette année, et la possibilité d'un revirement futur est faible étant donné que la province insiste sur le contrôle des dépenses pour éliminer son déficit. Dans le secteur privé, les industries productrices de biens (qui comprennent les activités primaires et la construction) ont aussi subi des pertes d'emploi cette année, mais un rebond récent dans la construction aidera à effacer en partie ces pertes. Le secteur manufacturier constitue une lueur d'espoir dans ce tableau de l'emploi par ailleurs sombre, puisqu'il est en voie d'afficher une croissance de l'emploi dans les deux chiffres pour une deuxième année d'affilée.

## ...alors que les réalités démographiques produisent leur effet

La situation difficile de l'emploi dans la province exerce des pressions à la hausse sur le taux de chômage, qui devrait rester supérieur à 10 % en 2016, d'après nos estimations. Le taux de chômage ne pourra toutefois augmenter bien davantage compte tenu du recul de la population active. En raison d'un ralentissement de l'immigration internationale et d'une accélération du rythme d'émigration, la population en âge de travailler à l'Île-du-Prince-Édouard a fléchi de façon constante. Ce recul devrait entraver une reprise de la population active et avoir une incidence négative sur la croissance économique future.

## L'essor de la construction plafonne et la production pétrolière atteint son plus bas niveau

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador connaît une autre année difficile en 2015, car les compressions du gouvernement, la baisse de la production pétrolière et la diminution de l'activité dans le secteur de la construction plombent le rendement global. Les pressions à la baisse persisteront jusqu'à l'an prochain dans le secteur de la construction, du fait de la fin des travaux liés à plusieurs grands projets en 2016. Après un déclin estimatif de 2,6 % en 2014, nous nous attendons à ce que le PIB réel diminue encore de 3,0 % en 2015 avant d'inscrire une modeste reprise de 0,8 % en 2016.

### La construction amorce un très long repli

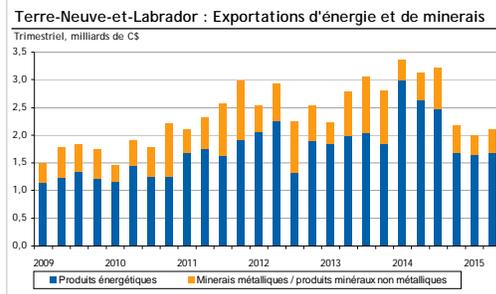
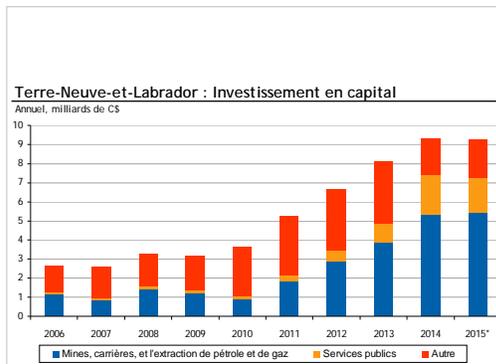
Même si les intentions de dépenses en immobilisations pour Terre-Neuve-et-Labrador exprimées dans le sondage de Statistique Canada plus tôt cette année n'ont fléchi que légèrement en 2015, la baisse témoigne du plafonnement de plusieurs grands projets d'infrastructure dans la province. Une vague d'investissements qui avait débuté en 2010 lors de la concrétisation de projets d'envergure prend maintenant fin, et cela a des répercussions négatives sur la croissance à court terme. Les dépenses liées aux deux plus grands projets, soit Hebron (14 milliards de dollars) et Muskrat Falls (7 milliards de dollars), devraient diminuer au cours des prochaines années puisque ces projets s'achèveront bientôt. Le secteur de la construction fera également face à des vents contraires provenant du secteur immobilier. Les pertes d'emploi et les obstacles démographiques minent la demande de nouveaux logements : les mises en chantier ont baissé de 17 % au cours des huit premiers mois de l'année comparativement à la même période en 2014, et le bas niveau des nouveaux permis de construire ne laisse guère entrevoir un revirement imminent.

### Dans un contexte de faiblesse des prix, les exportations de ressources naturelles dégringolent

Les exportations nominales de Terre-Neuve-et-Labrador ont trébuché de 37 % depuis le début de l'année par rapport à l'an dernier, reflétant un déclin marqué des prix du pétrole et des volumes de production. Des interruptions pour des travaux d'entretien conjugués à des baisses de production de champs extracôtiers parvenus à maturité ont entraîné un recul de 19 % de la production jusqu'à maintenant cette année. Nous prévoyons une légère hausse de la production pétrolière en 2016, car la production du projet Hibernia Sud augmentera avant de monter en flèche dans les années suivantes lors de la mise en service des installations extracôtières Hebron (prévue en 2017). Dans le secteur des métaux, les exportations nominales ont également diminué jusqu'à maintenant cette année du fait notamment de la faiblesse des prix. Le minerai de fer, le principal produit minier exporté par la province, a vu son prix moyen diminuer de moitié depuis le premier semestre de 2014, ce qui pose des difficultés à plusieurs exploitations minières dans la province.

### Moins d'emplois cette année et l'année prochaine

Le contexte économique difficile pèse sur l'emploi à Terre-Neuve-et-Labrador. La province devrait perdre des emplois en 2015 et nous entrevoyons de nouveaux reculs en 2016. Depuis le début de 2015, les pertes ont été concentrées dans le secteur public où l'emploi a diminué de 8 %. Les perspectives d'emploi dans le secteur public restent sombres, la province réduisant ses dépenses face à une série de déficits prévus jusqu'en 2019-2020. Bien que la situation de l'emploi dans la construction se soit améliorée jusqu'à maintenant cette année, une détérioration est attendue à l'avenir étant donné la fin des travaux liés à d'importants projets au cours des prochaines années. Une certaine compensation positive sera offerte par le secteur manufacturier, qui a créé des emplois cette année dans la foulée d'une accélération par l'usine de traitement de nickel de Long Harbour de ses activités de raffinage du minerai provenant de Voisey's Bay.



**Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en br**  
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-4,5	7,2	-2,6	-3,0	0,8
PIB nominal	-3,4	10,7	-2,8	-8,3	4,6
Emploi	3,8	0,8	-1,7	-0,8	-1,4
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,3	13,0
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	0,1	0,4
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	1 900	1 800
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,7	2,2

Gerard Walsh  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P	13	14	15P	16P
T.-N. & L.	7,2	-2,6	-3,0	0,8	10,7	-2,8	-8,3	4,6	0,8	-1,7	-0,8	-1,4	11,6	11,9	12,3	13,0	2,9	2,1	1,9	1,8	5,0	3,4	0,1	0,4	1,7	1,9	0,7	2,2
Î.-P.-É.	2,0	1,4	1,7	1,5	5,0	3,2	3,5	3,0	1,4	-0,1	-1,0	0,9	11,5	10,6	10,7	10,2	0,6	0,5	0,5	0,6	0,8	3,3	2,0	3,0	2,0	1,6	-0,1	2,1
N.-É.	0,3	1,8	0,9	2,1	2,4	3,8	2,2	3,9	-1,1	-1,1	0,1	0,7	9,1	8,9	8,5	8,3	3,9	3,1	4,1	3,3	2,9	2,3	0,2	3,4	1,2	1,7	0,9	2,2
N.-B.	-0,5	0,2	1,0	1,2	0,5	1,5	2,6	2,8	0,4	-0,2	-0,5	0,4	10,3	10,0	10,1	9,8	2,8	2,3	2,0	2,0	0,7	3,8	2,1	2,7	0,8	1,5	0,7	2,1
QUÉ.	1,0	1,4	1,3	1,9	1,5	3,0	2,9	3,4	1,4	0,0	1,0	0,8	7,6	7,7	7,6	7,4	37,8	38,8	35,3	35,5	2,5	1,7	1,6	3,9	0,8	1,4	1,4	2,0
ONT.	1,3	2,4	2,1	2,5	2,4	4,3	3,7	3,9	1,8	0,8	0,9	1,2	7,6	7,3	6,7	6,4	61,1	59,1	64,9	64,3	2,3	5,0	4,6	4,4	1,1	2,3	1,4	1,9
MAN.	2,2	1,3	2,3	2,7	3,7	2,9	3,6	4,3	0,7	0,1	1,5	1,0	5,4	5,4	5,6	5,3	7,5	6,2	5,6	6,3	3,9	4,3	1,3	4,3	2,3	1,8	1,3	2,1
SASK.	5,0	1,4	-0,6	2,5	5,5	0,1	-3,3	6,6	3,1	1,0	0,3	1,1	4,1	3,8	4,8	4,9	8,3	8,3	5,4	6,5	5,1	4,6	-1,7	3,2	1,4	2,4	1,8	2,4
ALB.	3,8	4,4	-1,3	0,6	7,1	8,1	-8,0	5,5	2,5	2,2	1,0	0,1	4,6	4,7	5,9	6,1	36,0	40,6	37,6	30,5	6,9	7,5	-2,5	2,5	1,4	2,6	1,0	1,8
C.-B.	1,9	2,9	2,9	3,1	3,2	4,7	4,3	4,9	0,1	0,6	1,0	1,4	6,6	6,1	5,9	5,6	27,1	28,4	33,0	31,0	2,4	5,6	7,0	4,5	-0,1	1,0	1,1	1,9
CANADA	2,0	2,4	1,2	2,2	3,4	4,3	1,0	4,3	1,5	0,6	0,9	0,9	7,1	6,9	6,8	6,6	188	189	190	182	3,2	4,6	2,5	3,8	0,9	2,0	1,2	2,0

## Tableau comparatif

2013, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2014)	527	146	943	754	8 215	13 679	1 282	1 125	4 122	4 631
Produit intérieur brut (milliards \$)	35,8	5,8	39,1	31,9	362,8	695,7	61,3	83,2	338,2	229,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	29,6	5,0	36,0	28,3	331,2	632,4	56,5	62,7	303,0	215,2
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,2	36,7	3,2	4,4	17,9	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2008-13, %)	0,1	1,5	0,8	0,1	1,2	1,2	2,0	2,6	2,8	1,6
PIB réel par habitant (\$ 2007)	56 017	34 404	38 223	37 415	40 622	46 666	44 639	56 693	75 605	46 964
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2008-13, %)	-0,5	0,5	0,7	-0,1	0,2	0,1	0,9	0,9	0,6	0,5
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 579	26 439	27 604	27 431	26 774	30 401	27 900	33 050	40 303	31 647
Croissance de l'emploi (TAC, 2008-13, %)	1,9	1,5	0,0	-0,3	0,9	0,6	0,8	1,8	1,6	0,2
Taux d'emploi (août 2015 %)	54,2	59,6	57,0	56,3	59,8	60,9	64,2	66,4	68,4	59,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, août 2015)	12,2	10,7	9,2	11,1	9,1	8,0	7,5	6,6	7,7	7,2
Production manufacturière (% du PIB) (2014)	4,0	9,7	7,4	11,7	13,9	12,2	11,7	6,7	6,9	6,9
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	42,6	68,4	70,1	64,4	58,6	56,5	57,1	40,2	40,0	63,1
Exportations (% du PIB)	43,0	20,2	20,0	47,3	25,7	32,6	25,7	41,6	32,5	21,7

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 270	194 214	200 628	206 225	211 124	215 218	221 545	227 970	235 128
	évolution (%)	1,1	-2,5	3,3	2,8	2,4	1,9	2,9	2,9	3,1
PIB nominal	millions de \$	203 951	195 966	205 996	217 460	222 565	229 685	240 408	250 843	263 247
	évolution (%)	3,5	-3,9	5,1	5,6	2,3	3,2	4,7	4,3	4,9
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 301	2 333
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,0	1,4
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	5,9	5,6
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 895	74 051
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	7,0	4,5
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	33 000	31 000
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	16,4	-6,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,5
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9

## Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	263 515	252 811	264 164	279 277	291 855	302 966	316 418	312 304	314 303
	évolution (%)	1,7	-4,1	4,5	5,7	4,5	3,8	4,4	-1,3	0,6
PIB nominal	millions de \$	295 126	246 717	270 100	299 142	315 803	338 166	365 481	336 201	354 593
	évolution (%)	13,9	-16,4	9,5	10,8	5,6	7,1	8,1	-8,0	5,5
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 297	2 300
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,0	0,1
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	5,9	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	76 631	78 515
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-2,5	2,5
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 600	30 500
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-7,4	-18,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,6	136,0
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,0	1,8

## Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 183	52 553	54 756	57 938	59 737	62 716	63 594	63 212	64 793
	évolution (%)	5,6	-4,8	4,2	5,8	3,1	5,0	1,4	-0,6	2,5
PIB nominal	millions de \$	67 695	60 326	63 379	74 605	78 873	83 222	83 292	80 557	85 874
	évolution (%)	29,6	-10,9	5,1	17,7	5,7	5,5	0,1	-3,3	6,6
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	573	579
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,3	1,1
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	4,8	4,9
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 821	19 429
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-1,7	3,2
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 400	6 500
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-34,6	20,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	131,1	134,3
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,8	2,4

## Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 157	51 048	52 379	53 487	55 252	56 486	57 243	58 559	60 111
	évolution (%)	3,8	-0,2	2,6	2,1	3,3	2,2	1,3	2,3	2,7
PIB nominal	millions de \$	51 920	50 636	52 896	55 758	59 126	61 323	63 098	65 389	68 195
	évolution (%)	5,4	-2,5	4,5	5,4	6,0	3,7	2,9	3,6	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	636	642
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,5	1,0
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	5,3
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 261	19 047
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,3	4,3
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 600	6 300
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-10,0	12,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	129,5
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,3	2,1

## Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	596 921	578 510	598 174	613 803	624 369	632 368	647 798	661 402	678 201
	évolution (%)	-0,1	-3,1	3,4	2,6	1,7	1,3	2,4	2,1	2,5
PIB nominal	millions de \$	604 282	595 433	629 500	658 635	679 616	695 705	725 404	752 043	781 170
	évolution (%)	1,1	-1,5	5,7	4,6	3,2	2,4	4,3	3,7	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 939	7 021
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,9	1,2
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,7	6,4
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 775	192 976
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,6	4,4
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	64 900	64 300
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	9,8	-0,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,7	130,1
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,4	1,9

## Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 626	309 683	316 886	323 210	328 082	331 231	335 703	340 067	346 664
	évolution (%)	1,9	-0,6	2,3	2,0	1,5	1,0	1,4	1,3	1,9
PIB nominal	millions de \$	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	373 843	384 535	397 483
	évolution (%)	2,5	0,6	4,5	4,9	3,4	1,5	3,0	2,9	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 102	4 134
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	1,0	0,8
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,4
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	109 918	114 191
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	1,6	3,9
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	35 300	35 500
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-9,0	0,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	125,1	127,5
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,4	2,0

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 125	27 811	28 381	28 543	28 426	28 272	28 329	28 623	28 967
	évolution (%)	0,9	-1,1	2,0	0,6	-0,4	-0,5	0,2	1,0	1,2
PIB nominal	millions de \$	28 422	28 825	30 082	31 409	31 751	31 900	32 370	33 197	34 133
	évolution (%)	2,0	1,4	4,4	4,4	1,1	0,5	1,5	2,6	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	352	354
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,5	0,4
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	10,1	9,8
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 769	12 086
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	2,1	2,7
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	2 000	2 000
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,1	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,7	128,4
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,7	2,1

## Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 625	34 753	35 806	36 073	35 950	36 042	36 691	37 021	37 813
	évolution (%)	2,1	0,4	3,0	0,7	-0,3	0,3	1,8	0,9	2,1
PIB nominal	millions de \$	35 467	35 254	37 073	38 349	38 214	39 145	40 643	41 542	43 152
	évolution (%)	4,6	-0,6	5,2	3,4	-0,4	2,4	3,8	2,2	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	448	451
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	0,7
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,5	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 949	14 423
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	0,2	3,4
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	4 100	3 300
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	34,2	-19,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,9	132,8
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,9	2,2

## Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 658	4 678	4 783	4 861	4 908	5 006	5 076	5 162	5 240
	évolution (%)	0,8	0,4	2,2	1,6	1,0	2,0	1,4	1,7	1,5
PIB nominal	millions de \$	4 767	4 947	5 202	5 409	5 514	5 788	5 974	6 184	6 371
	évolution (%)	3,2	3,8	5,2	4,0	1,9	5,0	3,2	3,5	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	73	74
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,0	0,9
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,7	10,2
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 045	2 107
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,0	3,0
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	500	600
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	-2,2	20,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,9	132,7
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,1	2,1

## Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 369	26 464	28 033	28 904	27 592	29 588	28 819	27 954	28 178
	évolution (%)	-1,2	-9,9	5,9	3,1	-4,5	7,2	-2,6	-3,0	0,8
PIB nominal	millions de \$	31 434	24 972	29 063	33 497	32 365	35 832	34 830	31 927	33 405
	évolution (%)	5,8	-20,6	16,4	15,3	-3,4	10,7	-2,8	-8,3	4,6
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	237	233
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-0,8	-1,4
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,3	13,0
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 888	8 919
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,1	0,4
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 900	1 800
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-10,3	-5,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,3	132,2
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,7	2,2

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.